

Date de convocation :

Le 23 janvier 2023

NOMBRE :

- de conseillers : 23

- de présents : 18

- de votants : 23

N° d'inscription de l'acte soumis

à l'obligation de transmission

au Représentant de l'Etat :

13_2023

Secrétaire de Séance :

Mme Fanny RICHARD

OBJET :

- Modification de lieu
de tenue du Conseil
Municipal

L'an deux mille vingt-trois, le lundi 30 janvier, à 19 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué s'est réuni en séance publique sous la présidence de Monsieur François ERLEM, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance

Etaient présents (18) :

François ERLEM (Maire), Françoise DUPUIITS, Francis DUPIRE, François BLAT, Fanny RICHARD, Charles BENJABEN, Valérie MAHIEU, Xavier LACAILLE, Virginie SOIGNEUX, Sandrine MERCIER, Sabine HENNEBERT, Simon BRASSART, Audrey MONIER, Jean-Paul LANNOY, Stéphane SANSONE, Anne-Françoise MARECHAL, Jean-Marc DUMEIGE, Annick CORNELIS

Ont donné pouvoir (5) : Romain POLLART donne pouvoir à Françoise DUPUIITS, Marie-Claire DELAIRE donne pouvoir à Annick CORNELIS, Sabine TROUILLET donne pouvoir à François ERLEM, Jean-Philippe MICHEL donne pouvoir à Jean-Marc DUMEIGE, Michaël DELATTRE à Fanny RICHARD

Selon l'article L 2121-7 du code général des collectivités territoriales, le Conseil Municipal se réunit et délibère à la mairie de la commune. Il peut toutefois se réunir à titre définitif dans un autre lieu s'il offre des conditions d'accessibilité et de sécurité nécessaires.

L'espace polyvalent étant particulièrement accessible et pratique, il est régulièrement utilisé pour les réunions de Conseil Municipal.

Sur ces bases, le Conseil Municipal décide à l'unanimité

D'adopter l'espace polyvalent en tant que salle de réunion du Conseil Municipal.

Ainsi fait et délibéré en séance

les jours, mois et an susdits

Le Maire

François ERLEM

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa date de réception en Sous-préfecture.